

ÉDITORIAL

Savoir

Alors que la chute des cours de l'or noir sur les marchés mondiaux impacte durement les économies qui tiraient jusqu'à présent des hydrocarbures l'essentiel de leurs ressources publiques, il n'est pas inutile de s'interroger à nouveau sur la, ou les réponses qu'il convient d'apporter rapidement à cette crise. S'il est vrai, en effet, que la diversification de l'économie permettra de créer les activités, et donc les emplois sans lesquels tout progrès social serait impossible dans le proche avenir, il l'est tout autant que cette diversification ne sera guère possible si la formation des hommes n'en crée pas au préalable les conditions de base.

Or nous sommes loin, nous Congolais, d'avoir mis en place sur toute l'étendue du territoire national le système scolaire, technique et professionnel qui permettra demain d'apporter aux jeunes le savoir sans lequel ils ne sauraient être recrutés dans l'agriculture, le commerce, l'industrie, les services. Si l'enseignement primaire et secondaire a fait de sérieux progrès dans les dernières décennies, il n'en va pas de même de l'enseignement spécialisé qui demeure, quoi que l'on dise, le parent pauvre de notre système éducatif. Si bien qu'au sortir de leurs études et alors qu'ils s'apprentent à entrer dans la vie active nombre de jeunes se trouvent confrontés au problème du chômage, avec toutes les conséquences désastreuses qui en découlent.

S'il est donc un chapitre du programme de «rupture» énoncé par le chef de l'Etat qui devrait être écrit en priorité afin que le premier quinquennat de la Nouvelle République tienne ses promesses c'est bien celui-là. Mais encore faudrait-il que la société civile dans son ensemble prenne la mesure de l'enjeu, ce qui n'est pas le cas si l'on en juge par les observations que nous faisons nous-mêmes jour après jour sur le terrain. D'où cette proposition, qui nous paraît relever du simple bon sens, de lancer rapidement, à l'échelle nationale et dans tous les départements, une campagne d'information intensive visant à expliquer l'importance que revêt aujourd'hui pour notre pays la dynamisation du système éducatif technique et professionnel.

L'Etat, s'il le veut réellement, a tous les moyens nécessaires pour mener à bien une telle action. Quant à la société civile elle ne peut que s'y intéresser puisqu'il y va du destin de ses propres enfants.

Les Dépêches de Brazzaville

AFFAIRE JEAN-MARIE MICHEL MOKOKO

Le procureur de la République répond à Clément Miérassa

Suite aux propos tenus par l'opposant Clément Miérassa dans un journal de la place, fustigeant l'arrestation du général Jean-Marie Michel Mokoko et exigeant sa libération, le procureur de la République, André Gakala Oko a fait récemment une mise au point, en vue d'apporter sa version des faits.

En effet, dans le bihebdomadaire Talassa, édition du mardi 23 août 2016, en page 5, le président du Parti social démocrate congolais (PSDC), Clément Miérassa est revenu longuement sur l'affaire général Mokoko. Dans un article intitulé « le point de vue du général Mokoko par le truchement de monsieur Miérassa », l'opposant Miérassa qualifie d'arbitraire et illégale, l'arrestation de cet officier supérieur écroué à la Maison d'arrêt depuis quelques mois. « Cet article expose plusieurs motifs soutenant la libération du général Jean-Marie Michel Mokoko afin qu'il participe au dialogue intercongolais tant attendu. Clément Miérassa ajoute dans ce texte que la détention du général Mokoko est arbitraire et participerait à la destruction méthodique de ses ambitions politiques », explique André Gakala Oko, paraphrasant le contenu de l'article.

Cet opposant radical, ajoute le procureur de la République, soutient en outre que le rejet de la demande de mise en liberté provisoire du général est farfelue, que les détenus Anatole Limbongo Ngoka, Sendé Mougondo et Jacques Bananganzala seraient des victimes



André Gakala Oko (DR)

de l'intolérance politique. Dans le même texte, poursuit André Gakala Oko, Clément Miérassa renchérit que Paulin Makaya a été condamné à l'issue d'une parodie de justice. Face à ces allégations qu'il a qualifiées de contrevérités, le procureur de la République a tenu à éclairer la lanterne dans cette mise au point. Selon lui, tous ces opposants politiques ont été inculpés régulièrement en fonction des griefs qu'ils ont commis, conformément aux règles de procédure pénale en la matière. S'agissant du général Jean-Marie Michel Mokoko, André Gakala Oko a certifié qu'il était accusé par le doyen du juge d'instructions, pour atteinte à la souveraineté intérieure de l'Etat et détention illégale d'armes et minutions de guerre. Le procureur de la République a ajouté, en sus,

que l'interrogatoire de mise en cause, qui a permis de placer cet officier supérieur sous mandat de dépôt à la Maison d'arrêt, obéit aux prescriptions de l'article 97 du code de procédure pénale.

Il a précisé, par ailleurs, que l'arrestation, les perquisitions de la maison, et le rejet de la demande de mise en liberté provisoire du général Mokoko, l'ont été conformément à la loi en vigueur. Sur la détention de Jean Ngouabi, Anatole Limbongo-Ngoka, Marcel Mpika, Jacques Bananganzala et Sendé Mougondo, le procureur de la République précise que ces opposants ne sont pas victimes de l'intolérance politique comme soutient l'opposant Miérassa. Ces derniers ont été arrêtés et sont détenus pour incitation au trouble à l'ordre public.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia
Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-
signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service),
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SNDE

Face à la fronde syndicale, le DG calme les ardeurs

Alors qu'une lettre adressée par le Collectif des syndicats d'entreprise défraie la chronique à la Société nationale de distribution d'eau (SNDE), le directeur général, Louis Patrice Ngagnon, abordé par notre rédaction, a invité tous les agents à ne pas perdre de vue l'essentiel : la vie de l'entreprise et les attentes des clients.

Faisant référence à la situation difficile dans laquelle se trouve l'entreprise publique qu'il dirige depuis deux ans, M. Ngagnon a convié les agents, et notamment les responsables syndicaux, à mettre l'intérêt général au-dessus des intérêts personnels.

« La jarre est percée, il faut que chacun apporte du sien pour boucher les trous. Je les invite à la conciliation, à penser entreprise d'abord, à penser au plus grand nombre des Congolais, à penser travail, car il faut beaucoup d'efforts pour redresser la situation de la SNDE », a-t-il lancé.

En effet, dans une lettre datée du 22 août, le Collectif des syndicats de la SNDE, voulant ainsi répondre à un

état des lieux de l'entreprise présenté le 11 août par le directeur général, adressait un sévère réquisitoire à ce dernier. Les signataires taxaient notamment leur DG « d'une incapacité notoire à redresser l'entreprise ».

Pêle-mêle, les syndicats accusaient la direction générale « de travaux fantaisistes et des actions non budgétisées aux coûts exorbitants ». Dans sa réaction suscitée par Les Dépêches de Brazzaville, le directeur général, d'un ton calme, fustige un déni de responsabilité de la part des signataires qui non seulement sont représentés et associés aux grandes décisions (Conseil d'administration), mais également ont assumé des responsabilités

à plusieurs niveaux de la société.

« L'eau est un secteur sensible et ce genre de réactions ne pouvaient se justifier que si on avait commencé à dialoguer sans trouver de compromis ; on pouvait alors dire que le dialogue est rompu », s'est indigné le DG qui a surtout expliqué que la situation de cette entreprise est aussi le fait d'erreurs de gestion dans le passé.

La SNDE, a-t-il expliqué, a une tare congénitale, avec 1350 agents qui consomment environ 60% du chiffre d'affaires. Ce déséquilibre est le fait, selon nos informations, d'un recrutement d'environ 400 agents, en 2012 et 2013, sans expression de besoins, ni approche rationnelle. De

ce que l'on sait, ce personnel n'est aussi le point fort de la SNDE, puisque les clients sont témoins d'actes répréhensibles répétés. De même que sont déplorés un absentéisme et un manque de performances qui pourraient justifier les importants manquements dans la délivrance et le recouvrement des factures auprès des clients.

« J'ai toujours demandé aux partenaires sociaux d'apporter des propositions sur des choses essentielles. Entre autres, comment faire pour recouvrer les 17 milliards qui trainent chez les clients ? Comment mobiliser les équipes, les rendre plus engagées ? Mais, je ne sens aucun frémissement jusque-là. », estime le DG. Pourtant, si tout ne marche pas pour le mieux, la SNDE semble recenser quelques

avancées dans sa gestion : les états financiers qui n'ont plus été présentés depuis dix ans sont en passe d'être régularisés ; du fait d'une gestion de plus en plus tracée, des partenaires, dont l'Etat, appuient l'entreprise notamment en allégeant le poids de la dette sociale ; l'évaluation des cadres se fait sur la base de contrats de performance, etc.

De l'avis des syndicalistes, « les encaissements mensuels qui oscillent autour de sept-cents millions de francs CFA ont connu une évolution sensible, atteignant neuf-cents millions au mois d'avril 2016, du fait de la forte mobilisation du personnel ». Autant d'indices autorisent à penser que pour la SNDE, le redressement tant attendu doit aussi passer par le travail, la discipline et le dialogue.

La Rédaction

COP 21

Le Maroc exhorte les pays à ratifier l'accord de Paris

Prélude à la tenue de la conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP22) prévue du 7 au 18 novembre à Marrakech au Maroc, le gouvernement marocain, a émis le souhait de voir se concrétiser certaines décisions prises l'année dernière lors de la Cop 21 tenue à Paris, en France.

Il s'agit notamment de la ratification de l'accord de Paris par les Etats avant la tenue de la Cop 22. Celui-ci prévoit une limitation de la hausse de la température en deçà de 2°C, puis une aide financière aux pays du Sud, à condition que 55 pays représentant 55% des émissions des gaz à effet de serre ratifient cet accord. Malheureusement, sur les 195 pays, l'ayant adopté en 2015, à peine 24 pays



Les participants à l'atelier sur la Cop 22 (DR)

ont déjà ratifié, soit 1,09% des émissions de gaz à effet de serre. En Afrique par exemple, il n'y a que le Cameroun et la Somalie qui ont ratifié ce document. No-

tons qu'en République du Congo, le processus est en cours au niveau de la cour suprême.

Les autorités marocaines souhaitent également que le document contenant la contribution des pays pour la réduction de leurs gaz à effet de serre, déposé au niveau du secrétariat de la convention cadre des Nations unies pour le changement climatique soit validé. Elle voudrait également que les 100 milliards de

dollars américains (Fonds verts) qui avaient été promis depuis un moment aux pays en développement, soit rassemblé afin de leurs permettre de répondre aux exigences liées aux changements climatiques.

Pour informer les pouvoirs publics, la société civile, les Ong et les hommes de médias sur la vision du Maroc, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) en collaboration avec le ministère de l'Eco-

nomie forestière et du développement durable, ont organisé le 27 août dernier à Brazzaville, un atelier d'information sur la pré-Cop 22. En outre, interrogé sur la contribution du Congo au prochain rendez-vous sur le climat, le conseiller à l'Environnement au ministère de tutelle, Joël Loumeto, a indiqué que le Congo s'y prépare. « Le pays appartient à la sous-région Afrique centrale. Donc, avec la Commission des forêts d'Afrique Centrale, nous allons discuter avant de porter notre voix au niveau du continent. Le Congo travaille dans ce sens pour ne pas être isolé. Dans des Cop, pour faire passer le message, il faut être en groupe ».

Rappelons que pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques, le Congo a adhéré, entre autres, au processus Redd+. A cela s'ajoutent d'autres stratégies nationales de développement durable.

Lopelle Mboussa Gassia

« Le pays appartient à la sous-région Afrique centrale. Donc, avec la Commission des forêts d'Afrique Centrale, nous allons discuter avant de porter notre voix au niveau du continent. Le Congo travaille dans ce sens pour ne pas être isolé. Dans des Cop, pour faire passer le message, il faut être en groupe »



OFFRE D'EMPLOI ARC

Détails de l'annonce

- Une bonne maîtrise de l'outil informatique est nécessaire.

Critères de l'annonce pour le poste :

Métier de base : Archivage, Secrétariat, Assistanat, Informatique

Secteur d'activité : Assurances

Type de contrat : CDD avec possibilité de CDI

Disponibilité : Immédiate

Région : Brazzaville

Ville : Brazzaville

Niveau d'expérience : 3 ans au moins

Niveau d'études : Bac+3 minimum

Candidature à déposer au Secrétariat du Directeur Général au 11ème étage de l'immeuble de l'ARC du centre -ville en face de City Center (Demande d'emploi ; Curriculum vitae et lettre de motivation).

* Offre valable du 25 au 31 Août 2016.

Poste proposé : Archiviste / Documentaliste (H/F)

La Direction Générale, des Assurances et Réassurances du Congo (ARC), recrute un(e) Archiviste / Documentaliste pour son site de Brazzaville.

Missions :

- Collecter, classer, inventorier, rechercher, communiquer et transmettre les documents archivés en appliquant les procédures et consignes mises en place ;
- Créer, organiser et gérer une structure d'archives ;
- Créer une base de données.

Profil recherché pour le poste :

- Détenant une formation d'archiviste, vos connaissances et vos compétences vous permettent de maîtriser les techniques d'archivage et documentaires ;

IMPRIMERIE*DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

✉ imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LÉKOUMOU-BOUENZA

Josué Rodrigue Nguonimba relance les travaux de construction de la route Sibiti-Kimandou-Madingou

La route, longue de 104,4km, reliant les départements de la Lékoumou et de la Bouenza entre dans le cadre de la relance des activités routières sur l'ensemble du territoire national. Selon le directeur général des travaux publics, Blaise Onanga, Les travaux de cette route arrêtés au mois de mai à 49 km, ont été relancés le week-end dernier dans la Lékoumou.

Le premier coup de pelle de la relance des travaux a été donné par le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier, Josué Rodrigue Nguonimba, en présence du directeur général des travaux publics, Blaise Onanga et des autorités préfectorales. Les travaux s'exécuteront sur une période de 14 mois, pour un coût global de 7, 1 milliards de FCFA. Ils seront réalisés par

l'entreprise SIPAM/ECGM Labo Congo.

« Cette cérémonie marque la relance des travaux routiers qu'il faut dire sur l'ensemble du territoire et pour cela le gouvernement a pris deux échantillons de route notamment la route Sibiti-Kimandou-Madingou dans la partie sud du pays et nous avons aussi un autre échantillon dans la partie nord », a déclaré Blaise Onanga.

Il a, par ailleurs évoqué les projets retenus au titre de la municipalisation accélérée du département de la Bouenza. « Il y a au total vingt projets. Dix ont été attribués aux sociétés forestières dans le cadre du partenariat entre le gouvernement et ces derniers encore en activité au Congo. Actuellement la

procédure d'attribution est en cours. Au moment où nous parlons, nos techniciens, c'est-à-dire, la commission d'analyse des offres est à pied d'œuvre pour attribuer les dix autres projets aux opérateurs du secteur des travaux publics ».

Après la cérémonie de la relance des travaux d'aménagement de la route en terre Sibiti-Madingou et les bretelles Mvouara-Bihoua et Kimandou-Moukoukoulou (104,4km), le ministre Josué Rodrigue Nguonimba et sa délégation ont notamment visité l'état de la route bitumée Sibiti-Mapati et Mapati-Komono-Yaya-Mossendjo en traitement grâce au produit de type 3S (du pk 00 au pk 10) et retour sur Mapati, ainsi que d'autres installations notamment la visite de la société SIPAM à sa base vie de Mapati où elle a dû faire des investissements sur ce produit stabilisant fabriqué à partir de la Malaisie et le travailler en grandeur nature afin de créer un autre produit dont la fabrication se ferait sur place au Congo où la quantité d'une voie asphaltée exige 65% de bitume.

Notons que dans sa composante le latex est également utilisé pour donner la flexibilité sur le produit. L'eau est utilisée à 35%. Le produit est appliqué à 60%. La centrale peut produire



Le ministre saluant la population venue assister à la cérémonie de relance des travaux

20 tonnes par heure, ce qui permet de réaliser à peu près 20 kilomètres par route pendant 8 heures à 10 heures, etc.

Au terme de ces visites, le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier, Josué Rodrigue Nguonimba, a dit sa satisfaction quant à la relance des activités routières, indiquant que le gouvernement avait une priorité, celle de réussir les festivités du 56ème anniversaire de la municipalisation accélérée de la Bouenza. « Vous êtes tous témoins de la réussite qu'il

ya eu. Ensuite le président de la République nous a instruit de commencer notre travail, c'est-à-dire, nous mettre effectivement à faire le tour de nos chantiers et relancer l'activité au niveau des routes. C'est ce qui se fait. Il y avait un petit temps de répit et depuis, on vient de constater avec vous que le travail s'est fait et il va redémarrer de façon effective ». Pour rappel, le premier coup de pioche de ce tronçon avait été donné en 2014.

Guillaume Ondzé

COLLECTIVITÉS LOCALES

La CSTC et le gouvernement appellent les agents municipaux à reprendre le travail

Dans un communiqué de presse rendu public le 25 août à Brazzaville, à l'issue de leur entretien, le directeur du cabinet du ministre des Finances, du budget et du portefeuille public, Emmanuel Akouala Mpan, et le président de la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC), Elaut Bello Bellard, ont appelé à la reprise effective du travail à partir du vendredi dernier.

La situation qui prévaut actuellement dans les mairies du Congo en général et celle de Brazzaville en particulier, a constitué la toile de fond de l'audience que le directeur du cabinet du ministre en charge des Finances a accordé à une délégation de la CSTC. En effet, après des échanges entre les deux parties, il a été décidé de la « mise en place d'une commission chargée de veiller au suivi des conclusions issues des négociations entre le ministère en charge des Finances et la CSTC, relatives à l'application dans les brefs délais, du point d'indice 275 sur les salaires des agents de la mairie de Brazzaville. Cette commission sera présidée par le directeur de cabinet », indique le communiqué de presse.

Pour rappel, cette grève a été déclenchée le 18 août dernier à Brazzaville par la plateforme des syndicats des mairies du Congo. Les agents municipaux du Congo revendiquent, entre autres, le non-versement à la CNSS les retenues opérées par le Trésor public depuis plusieurs années ; les arriérés de quatre mois de salaires dans les mairies de Nkayi ; Dolisie ; Mossendjo et Ouessou. Pour Brazzaville, ils ne sont pas payés avec la valeur du point d'indice 275 depuis janvier 2016 : conséquences sept mois de différence de salaires pour un montant chiffré en termes des milliards de FCFA, a-t-on appris.

Selon nos informations, cette grève est également observée depuis quelques semaines à Ouessou, dans la Sangha, Mossendjo dans le Niari et Nkayi dans la Bouenza. A Pointe-Noire la situation serait normale.

Parfait Wilfried Douniama

ERRATUM

Un article paru dans notre édition n° 2697 du lundi 29 août, faisait état d'un montant de 25 millions FCFA consenti pour la mise en œuvre de microprojets de production et de commercialisation du miel pour lequel un accord a été signé entre le PFDE et la direction du CVPFNL. En effet, il s'agit plutôt de 250 millions FCFA contrairement à ce qui a été écrit.

unissons-nous
pour les enfants



Avis d'appel d'offres pour les services de cabinets d'audit et impression et graphisme au Congo

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance lance

Deux (02) avis d'appel d'offres ci-dessous cités au profit de l'ensemble des agences du Système des Nations Unies en République du Congo, en vue de l'établissement des accords à long terme d'une durée de deux (2) ans, renouvelable, au besoin :

- Impression /Reproduction et Graphisme / Illustrations des documents divers des agences de l'ONU en République du Congo ;
- Services de Cabinet d'Audit au profit des agences de l'ONU en République du Congo.

Dossiers d'appel d'offres

Les dossiers d'appel d'offres sont à retirer gratuitement en version électronique à travers une clé USB neuve d'au moins 4GB, du Lundi au Jeudi, de 8h30 à 13h00 et de 14h30 à 17h00, le Vendredi, de 8h30 à 13h00, et ce jusqu'au vendredi, 2 Septembre 2016, au bureau de la Représentation de l'UNICEF à Brazzaville, sis à l'adresse ci-après :

Représentation UNICEF
D-34, rue Lucien Fourneau
(A côté de l'IFC – Ex CCF),
BP. 2210, Tél : 06-652-5022,
Brazzaville, République du Congo

LA REPRÉSENTATION



Total E&P Congo, l'IFC et Crédit du Congo s'engagent à développer un tissu de PME dynamique et compétitif au Congo

D'une valeur de 10 milliards de FCFA, le dispositif mis en place à travers la convention de partenariat signée le 23 Août à Pointe-Noire par les trois structures va permettre aux petites et moyennes entreprises locales d'avoir un outil de financement de leurs immobilisations. La cérémonie de signature s'est tenue en présence d'Yvonne Adelaïde Mougany, ministre des Petites et Moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, et de plusieurs autres autorités nationales et départementales.



La signature de l'accord tripartite (DR)

Mehita Sylla, représentante régionale de la Société financière internationale (IFC) en Afrique centrale, Pierre Jessua, directeur général de Total E & P Congo et Mohammed Mejbar, directeur général du Crédit du Congo ont paraphé ce projet qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des entreprises congolaises pour pallier au manque de matériel et d'équipement. Ainsi, grâce à ce dispositif d'une valeur de 10

milliards de FCFA, les PME locales pourront accéder à des crédits pour s'équiper et ainsi garantir leur développement. D'emblée Pierre Jessua, directeur général de Total E & P Congo, a loué les initiatives de son entreprise menées notamment dans le cadre du contenu local qui vise à soutenir les PME congolaises à améliorer leurs performances et leur compétitivité. Il s'est félicité aussi du protocole conclu

entre Total E & P Congo et le programme d'appui à la diversification de l'économie (PADE) qui a permis avec l'aide du Fonds d'appui à coût partagé (FACP), la formation d'une vingtaine de soudeurs qualifiés dans les métiers de la tuyauterie et de la chaudronnerie, sans oublier l'appui de la Société pétrolière depuis 13 ans à la création et au développement d'entreprises regroupées au sein de l'Association Pointe-Noire Industrielle (APNI) : « Travailler sur nos installations ou pour d'autres entreprises de la place requiert de la part des sociétés contractées un minimum d'infrastructures et d'équipement nécessaires à la réalisation des tâches qui leur sont confiées. L'acquisition de ces outils peut s'avérer onéreuse et figure parmi les principaux défis à relever par un grand nombre de PME locales », et d'ajouter : « Aujourd'hui, Total E & P Congo s'associe à la banque Crédit du Congo du Groupe Attijariwafa Bank et la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale pour mettre en place un dispositif de facilité financière en faveur des PME locales pour leur permettre d'acquies ces outils de travail. La signature de cette convention vient couronner les efforts consentis, durant près de deux années de travail, par nos équipes respectives ».

De son côté, Mohammed Mejbar, directeur général du Crédit du Congo

a renchéri : « Notre expertise héritée de notre appartenance au groupe Attijariwafa Bank et notre parfaite connaissance du tissu économique du Congo nous permettra certainement de proposer de meilleures solutions de financement adaptées au besoin de chaque entreprise, de soutenir leur développement et surtout les écouter et les conseiller dans leurs choix stratégiques ».

Pour Mehita Sylla, « l'accord tripartite signé aujourd'hui concrétise l'ensemble des objectifs du programme du contenu local Total E & P Congo et le programme PADE. Cela permettra de financer plus de PME locales sous contractant de Total E & P Congo. Crédit du Congo sera désormais mieux outillé pour financer selon les critères prédéfinis les PME de la chaîne de valeur Total E & P Congo opérant dans les secteurs ciblés plus particulièrement non pétrolier ». et de poursuivre : « En parallèle, à travers ce programme de contenu local, les PME pourront acquies des compétences, des capacités idoines pour bâtir et maintenir un meilleur profil de risque, assurément la combinaison de l'amélioration de l'accès au financement et le renforcement des capacités des PME qui permettront à ces dernières de jouer pleinement leur rôle dans la croissance économique nationale à savoir la création de l'emploi et l'émergence d'un secteur privé local plus compétitif ».

Pour pouvoir bénéficier du crédit, les entreprises doivent entre autres critères être dans une filière prioritaire, avoir au moins un effectif de cinq personnes en contrat permanent dans l'entreprise, ne pas être une filiale ou succursale d'un grand groupe et satisfaire aux dispositions de la loi régissant la sous traitance au Congo. Les PME bénéficiaires seront sélectionnées sur la base de leur capacité à travailler aussi dans les secteurs d'activités autres que le pétrole.

En saluant le mécanisme de facilité financière convenu entre Total E & P Congo, la banque Crédit du Congo et la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale, Yvonne Adelaïde Mougany, ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel a dit à la fin de l'activité « Je suis persuadée que, en appoint à d'autres initiatives engagées par le gouvernement avec l'aide des partenaires au développement et des bailleurs de fonds, il va contribuer à l'émergence, la viabilisation, l'amélioration de la compétitivité et la consolidation des PME congolaises »

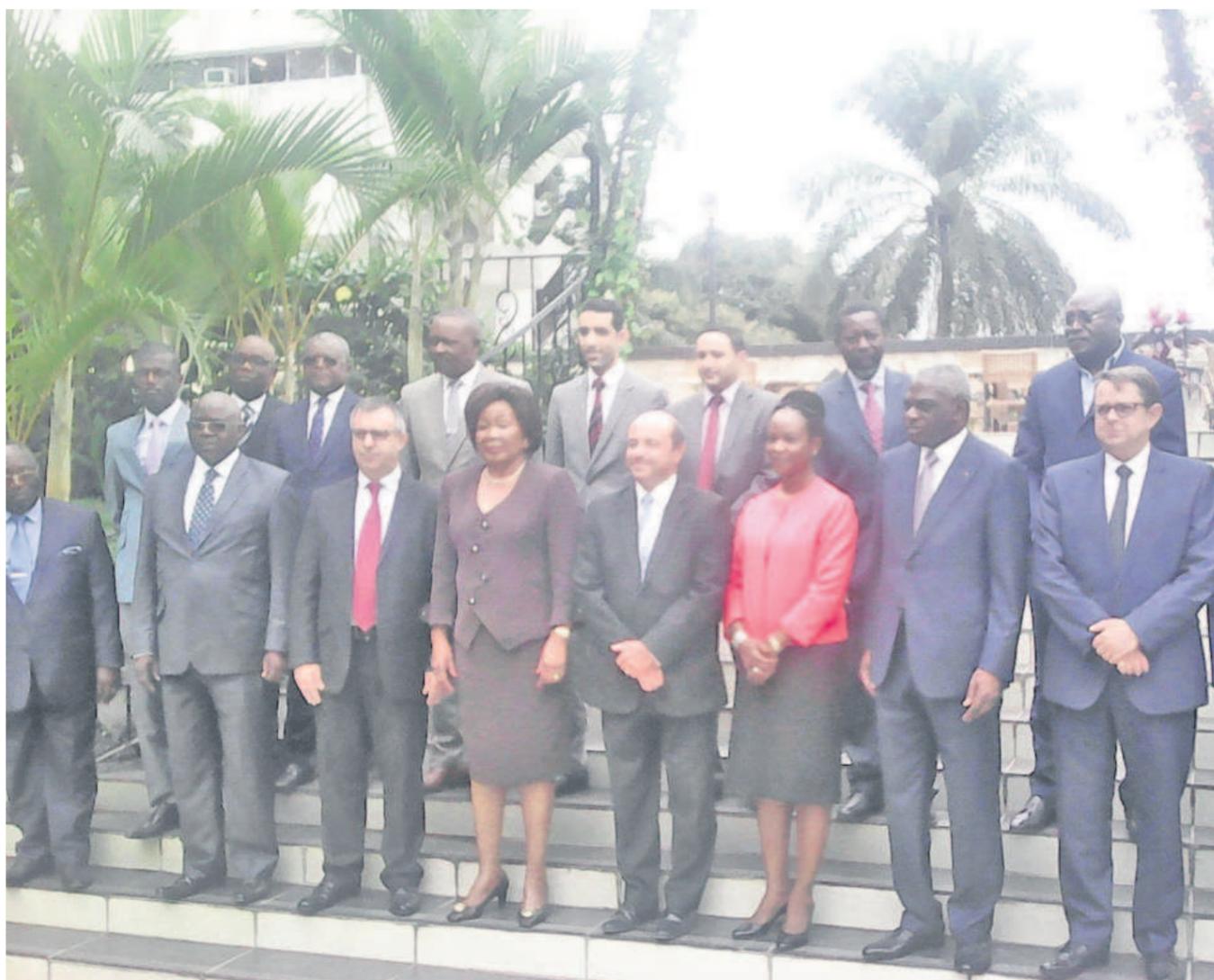


Photo de famille après la signature (DR)

TICAD VI

Le Japon au chevet de l'Afrique

Du 27 au 28 août à Nairobi au Kenya, s'est tenue la sixième édition de la conférence de Tokyo pour le développement en Afrique (Ticad VI), en présence de 32 chefs d'Etat africains, ainsi que des secrétaires généraux de la Banque mondiale et du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD).

Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a profité de l'occasion pour renouveler l'engagement du Japon en Afrique, en présentant un ensemble de mesures visant à assurer la qualité du développement à travers le continent, sa résilience et sa stabilité.

Le Japon s'est engagé à investir 30 milliards de dollars en Afrique d'ici à 2018, dont 10 milliards dans le développement des infrastructures, notamment dans le secteur énergétique. L'initiative ABE, destinée à la formation des ressources humaines du continent, comptera un nouvel axe dirigé vers l'encadrement intermédiaire, avec l'objectif ambitieux de former 30 000 personnes dans les deux ans. Pour améliorer la résilience du continent, le Japon s'engage aussi à former 20 000 spécialistes de la santé pour faire face aux maladies infectieuses. Il compte également mettre en place un fonds de 500 millions de dollars pour renforcer les systèmes de santé en Afrique, avec le soutien de la Banque mondiale. Le pays souhaite également étendre la couverture de santé universelle (CSU) à travers le continent.

Vers un partenariat public-privé

Shinzo Abe compte s'appuyer sur le secteur privé japonais, appelé à contribuer de son côté à hauteur de 20 milliards de dollars supplémentaires. Pour renforcer les liens entre secteurs publics et privés, aussi bien en Afrique qu'au Japon, le Premier ministre a annoncé la création d'un forum économique public-privé nippo-africain.

Cette institution, appelée à siéger de façon permanente, réunira ministres et patrons d'entreprises et d'autres organisations économiques, « pour que les compagnies japonaises et africaines travaillent davantage ensemble ». Pour montrer l'exemple, le Japon et le Kenya ont signé durant cette Ticad un accord d'investissement, alors qu'une convention fiscale est en discussion. Les négociations ont également été ouvertes avec la Côte d'Ivoire pour le même type d'accord.

Josiane Mambou Loukoula

Jean-Claude Gakosso reçu par le vice-président Kenyan, William Ruto

En marge des travaux de la 6e Ticad, le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, a été reçu en audience par le vice-président de la République du Kenya.

L'entretien entre les deux personnalités a précédé l'échange avec le chef de l'Etat sud-africain,

la diplomatie congolaise a invité le vice-président Kenyan à se rendre à Brazzaville pour une visite d'inspection.

La tribune de la Ticad a donné l'occasion à la présidente de la commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini Zuma d'inviter le Japon à s'impliquer dans la lutte contre le terrorisme en

vention des conflits, du maintien de la paix, de la reconstruction, du développement post-conflit et de la lutte contre les trafics illicites et le terrorisme.

Le PNUD, s'est de son côté, engagé à accompagner l'Afrique dans le processus de son développement agricole, en mettant l'accent sur les infrastructures



Jean-Claude Gakosso et William Ruto

Jacob Zuma et le vice-président Kenyan. Jean-Claude Gakosso et William Ruto ont parlé des opportunités d'investissements kenyans dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage au Congo. A l'occasion, le chef de

Afrique et à investir dans l'industrialisation du continent.

La présidente de la commission de l'UA a estimé que la Ticad doit mettre l'accent sur la protection humaine en renforçant ses capacités dans les domaines de la pré-

physiques et les infrastructures du savoir. Ceci dans le but d'augmenter durablement la production alimentaire, en vue de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La Rédaction

COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

La BM et le Fonds mondial engagent 24 milliards de dollars

Pour aider les pays à accélérer les progrès vers une Couverture maladie universelle (CMU), les deux institutions se sont engagés à investir 24 milliards de dollars en Afrique au cours des trois prochaines années.

Cette volonté a été affirmée le 26 août à Nairobi au Kenya, en prélude à la sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad VI). Des chefs d'Etat africains et des partenaires se sont mobilisés autour de plans visant à assurer une couverture maladie universelle dans l'optique d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. « Les pays africains peuvent devenir plus compétitifs dans l'économie mondiale en réalisant plusieurs investissements stratégiques, à commencer par l'investissement dans le capital humain, leur ressource la plus précieuse », a déclaré Jim Yong Kim, président du Groupe Banque mondiale.

L'engagement du Fonds mon-

dial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme souvent appelé « Fonds mondial », qui se chiffre à 9 milliards de dollars pour la période 2017-2019, sera réparti comme suit : 6 milliards de dollars d'investissements dans des programmes de traitement et de prévention du VIH-Sida, de la tuberculose et du paludisme ; et 3 milliards de dollars d'investissements dans les systèmes de santé, notamment dans le renforcement des systèmes de passation des marchés et les chaînes d'approvisionnement, l'amélioration de la qualité et des systèmes de gestion des données, et le renforcement des ressources humaines dédiées à la santé. Cet engagement se fonde sur une enveloppe hypothétique de 13 milliards de dollars à l'issue de la reconstitution des ressources du Fonds mondial, qui sera lancée en septembre prochain. « Il est indispensable de combattre et de prévenir le VIH, la tuberculose et le paludisme pour alléger

le fardeau qu'ils font peser sur les systèmes de santé, mais pour accélérer la réalisation de la couverture maladie universelle et des ODD liés à la santé. Nous investissons également dans la mise en place de systèmes de santé résilients et viables », a indiqué Mark Dybul, directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

Bien que des données factuelles montrent clairement que l'investissement dans la santé est une démarche payante pour les pays, le financement et la prestation de soins de santé demeurent un défi. « En 2014, les pays africains ont consacré à la santé environ 126 millions de dollars de ressources intérieures, et selon les estimations de l'OMS, il est possible de mobiliser un surcroît de 65 à 115 milliards de dollars de ces ressources sur les dix prochaines années », a révélé Margaret Chan, directrice générale de l'Organi-

sation mondiale de la Santé (OMS), avant de poursuivre : « L'OMS travaille avec les pays en Afrique pour dégager ces fonds et les aider à formuler des politiques qui permettront de les utiliser à bon escient. »

Au cours des cinq prochaines années, le Groupe Banque mondiale devrait contribuer à hauteur de 15 milliards de dollars à travers ses guichets de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Association internationale de développement au titre du financement d'investissements indispensables à la CMU. Ce financement contribuera au développement de la petite enfance, à la préparation aux pandémies, au ciblage des couches pauvres, à la préparation et les ripostes aux crises, et à la mobilisation du secteur privé.

En vue de promouvoir la CMU en Afrique, le gouvernement japonais prêtera son soutien à l'élaboration du rapport annuel de la Banque mondiale et de l'OMS sur le suivi des pro-

grès accomplis vers la CMU en Afrique. « Lors du sommet du G7 tenu à Ise-Shima en mai, gardant à l'esprit cette TICAD, j'ai pris l'initiative de mener le débat sur le renforcement de l'architecture de la santé mondiale, qui permettra de rendre plus efficaces les ripostes aux urgences de santé publique, et sur la promotion de la CMU, qui contribuera également à la préparation aux crises », rappelle Shinzo Abe, Premier ministre du Japon.

Un dispositif mondial innovant de financement à décaissement rapide destiné à protéger la planète contre les pandémies mortelles a été lancé. Il permettra de créer le tout premier marché de l'assurance contre les risques de pandémie. Le mécanisme favorisera par ailleurs l'accroissement des investissements mondiaux et nationaux dans la préparation d'épidémies futures et dans le renforcement des systèmes de santé nationaux.

J.M.L.

A Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO,
Président de la République du Congo

Confiance et Gratitude citoyennes pérennes et fidèles



Daniel NGASSIKI (A gauche), Secrétaire Général (07 juin 2010 – 31 juillet 2016) de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC, Banque Centrale) - Services Centraux - Yaoundé – Cameroun, fait Commandeur de l'Ordre du Mérite congolais, par son Son Excellence Mnsieur Denis SASSOU-N'GUESSO, Président de la République du Congo, lors de l'inauguration de l'Agence BEAC de Ouessou, le 30 mars 2009.

Aperçu du bilan du Gouvernement de la BEAC 2010-2016 à titre de compte-rendu public

Au titre de l'exercice 2009, la Banque Centrale enregistrait une perte de 29,6 milliards de Francs CFA et un désastre retentissant pour sa réputation locale et internationale. En vue du redressement de la situation, un nouveau Gouvernement de la Banque fut nommé par la Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC (Communauté des Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale).

Durant la mandature 2010-2016, la BEAC n'a eu de cesse de n'enregistrer que des bénéfices, dont un bénéfice record de 160,8 milliards de Francs CFA au titre de l'exercice 2015, jamais réalisé depuis sa création en 1972, et même de toute son histoire. Ceci grâce, notamment à une gestion optimisée des réserves de change officielles.

Au 30 juin 2016, le bénéfice semestriel provisoire publiable a atteint 92 milliards de Francs CFA, laissant anticiper un nouveau record prévisible pour l'exercice en cours. Durant la période 2010-2016, les fonds propres nets de la Banque ont augmenté de 62.3%.

En soutien financier à l'économie et aux Etats, les créances sur les Trésors publics sont passées de 371,3 milliards de Francs CFA en 2009 à 2.214,1 milliards de Franc CFA en 2015 pour l'ensemble des six Etats-membres. De même, les créances sur les banques sont passées de 13,0 milliards en 2009 à 311,9 milliards de Francs CFA en 2015. Dans le même temps, le taux d'intérêt de la Banque centrale a été réduit de 4,25% en décembre 2009 à 2,45% en décembre 2015. Au final, une réputation de la Banque largement retrouvée. Un bilan tout à fait exceptionnel tirant sa source des heureuses décisions prises à bonne date par la Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC avec Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO, Président de la République du Congo, comme Président en exercice de la CEMAC, en 2010.

Daniel NGASSIKI

GABON

Ban Ki-moon demande aux acteurs politiques d'accepter les résultats de la présidentielle

Alors que le peuple gabonais attendait impatiemment l'annonce des résultats de l'élection présidentielle du 27 août, prévue le mardi, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé tous les acteurs politiques « à respecter la loi électorale et à s'abstenir de tout commentaire sur l'issue supposée de l'élection ».

Dans un communiqué rendu public lundi, le patron de l'ONU a dit espérer que « le même esprit de paix et de transparence prévaut après l'annonce officielle des résultats préliminaires de l'élection qui devront être le reflet de la volonté du peuple ». « Le secrétaire général demande à tous les Gabonais d'accepter le résultat des urnes et de régler tout grief par les moyens légaux et constitutionnels existants. Il appelle tous les acteurs concernés à ne pas inciter ou prendre part à des actes de violence », peut-on lire dans la même source.

« La conclusion réussie du processus électoral marquera une étape importante dans la consolidation de la démocratie et de l'état de droit en République gabonaise », estime Ban Ki-moon qui a félicité le peuple et le gouvernement de la République gabonaise de la tenue pacifique et ordonnée de l'élection présidentielle le 27 août.

Le secrétaire général a, par ailleurs, demandé à son représentant spécial pour l'Afrique centrale et chef du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, de continuer à travailler avec tous les acteurs concernés afin de « désamorcer les tensions ».

Nestor N'Gampoula

Le peuple attend que le pays trouve un second souffle économique avec le président élu

En attendant la proclamation des résultats de la présidentielle du 27 août, prévue pour mardi soir, il semble, en tenant bien entendu compte du programme de société du candidat du pouvoir et celui de l'opposition, du déroulement de la campagne électorale et du vote, que les Gabonais veulent d'une alternance démocratique. Reste à savoir s'il en sera ainsi puisque le président sortant a utilisé tout son savoir-faire pour que le peuple puisse le réélire.

Tout compte fait, ce que les Gabonais attendent du président élu, que ce soit Ali Bongo Ondimba ou Jean Ping, c'est qu'il puisse favoriser le développement du pays. Cela est d'autant important puisque le pays, comme ceux de la plupart de la sous-région, est confronté à l'effondrement des prix du pétrole qui affecte la croissance, les recettes budgétaires et sa position extérieure. Pour cette raison donc, le Gabon doit accélérer la mise en œuvre de son plan de diversification de l'économie (Plan stratégique Gabon émergent, ou PSGE), alors même que les ressources domestiques se raréfient et que les financements extérieurs deviennent plus coûteux.

C'est pour avoir compris cette réalité des faits que les autorités politiques ont, en 2016, jugé opportun d'impo-

ser de nouveaux ajustements budgétaires dans un contexte politique néanmoins moins favorable du fait de la tenue de l'élection présidentielle. Des risques ont aussi persisté, liés surtout à la volatilité du prix du pétrole et à sa production, ainsi qu'aux tensions sociales avant l'élection présidentielle. Le président élu devra comprendre ces enjeux importants pour le pays et s'efforcer à faire en sorte que le Gabon trouve un second souffle économique.

L'accumulation d'une dette intérieure depuis 2009, constitue une source de difficultés croissantes pour les entreprises locales. Cette dette estimée par les autorités à 316,8 Mds FCFA au 31 décembre 2015 (474 millions d'euros), pourrait être beaucoup plus élevée, conjuguée aux difficultés de trésorerie importantes générées par les arriérés. A ceci se sont ajoutées, l'année dernière, les réductions drastiques de budget des compagnies pétrolières en raison de la chute du prix du baril.

Notons que le classement 2014 du World Economic Forum attribue au Gabon le 106ème rang mondial et le 12ème rang africain. Quant à Standard & Poor's, il a abaissé en janvier dernier la note souveraine du pays de « B+ perspectives négatives » à

« B ». Fitch Rating avait déjà abaissé en mai 2015 la note sur la dette souveraine du Gabon de 2B-à B+ avec une perspective stable. Coface a dégradé aussi la note du Gabon de B à C en début d'année 2016.

En ce qui concerne les résultats de la présidentielle dont la proclamation est prévue officiellement mardi 30 août vers 17h00 (16H00 GMT), l'on promet dit-on, à la Commission électorale que le ministre de l'Intérieur, Pacôme Moubelet, va surprendre la population pour les annoncer avant cette heure. Une démarche qui risque d'envenimer la situation puisque les deux camps ont déjà réclamé la victoire.

Dans l'attente de ces résultats, l'ambassade de France qui craint d'éventuelles violences à Libreville et dans d'autres villes, a d'ores et déjà recommandé aux Français établis au Gabon, « d'éviter de se déplacer, sauf nécessité avérée, et de se tenir informés de la situation ». « Le climat qui prévaut dans le pays donne l'impression qu'on est assis sur une poudrière et qu'un conflit peut se déclencher à n'importe quel moment, si le perdant n'accepte pas sa défaite », a estimé un électeur qui a requis l'anonymat.

N.N'G.

CATASTROPHE NATURELLE

L'Italie dans l'après séisme

Le tremblement de terre de mercredi dernier a fait un total provisoire de 291 morts. Les secouristes continuent de fouiller les débris. Le futur s'organise.

Tout une nation s'est recueillie samedi matin, jour des funérailles d'une partie des victimes du tremblement de terre de mercredi dernier au centre de l'Italie. Les plus hautes autorités politiques : le président de la République Sergio Mattarella ; le président du Conseil (Premier ministre) Matteo Renzi et les présidents des deux chambres du Parlement ont pris part à la messe, émouvante, dans un gymnase d'Ascoli Piceno, une des localités les plus touchées par le séisme dans la région des Marches.

Le grand moment d'émotion a été lorsqu'a été porté vers le cimetière le cercueil blanc de Giulia, une fillette morte sous les gravats en protégeant sa petite sœur qui, elle, a survécu. « Que dire en pareilles circonstances ? », s'est interrogé Mgr Giovanni D'Ercole, l'évêque du lieu pendant la messe. « Se taire, se recueillir et pour moi, prier », a-t-il recommandé. Il n'est pas certain si les fidèles mettront une telle exhortation en pratique. Il est sûr, par contre, que beaucoup parmi les personnes venues à cette cérémonie retransmise en direct avaient le cœur gros « devant le comportement des politiques ».

« Ils sont venus aujourd'hui, vont

nous saouler de mots et vont s'en aller. Rien ne changera », a confié



Le séisme en Italie a fait beaucoup de dégâts

un habitant à la presse. C'est que chez tous il y a l'exemple de qui ne pas se répéter. En 2009, en plein sommet du G-7 des plus grandes puissances économiques du monde sans la Russie, un tremblement de terre avait fait 300 morts pas trop loin de l'épicentre actuel, à L'Aquila. Lui aussi avait été d'une magnitude de 6,2 sur l'échelle de Richter. Mais malgré le formidable élan de solidarité manifesté y compris par les premières dames des pays du G-7, des habitants continuent de dormir

dans des baraquements aujourd'hui. Même cas de figure pour le tremblement de terre, moins meurtrier, de l'Emilie Romagne qui causa de gros dégâts au patrimoine architectural, en 2012. Toujours les fonds récoltés

Abruzzes et une partie du Latium (la région de Rome).

« Nous ne vous abandonnerons pas », a dit pour sa part le président Sergio Mattarella en serrant des mains, et même en embrassant

rapidement possible du fonds de solidarité de l'Union européenne. L'hiver, et donc le froid, vont bientôt arriver. La plupart des localités touchées par l'actuel séisme se situent en zone de montagne où les températures, même en été, baissent très sensiblement la nuit. Il faut loger au mieux les plus de 2500 personnes restées sans abri. L'élan de solidarité nationale et internationale a déjà fait converger des montagnes de couvertures et de produits de première nécessité. Une collecte organisée par téléphone portable a engrangé plus de 6 millions d'euros dimanche. C'est l'argent qu'il faut maintenant pas autre chose, répètent les secouristes.

Le bilan provisoire des victimes s'élevait dimanche matin à 291 morts. Parmi eux, au moins 16 étrangers. Il s'agit de touristes ou de personnes installées de longue date en Italie, mais il ne semble pas qu'il y ait des victimes africaines cette fois, contrairement au tremblement de terre de 2009 à L'Aquila. Pour l'instant, on déplore la mort de dix Roumains, trois Britanniques, une Espagnole, un Salvadorien et une Canadienne. Geste remarquable : des réfugiés africains sont venus à Amatrice se joindre aux secouristes et déblayer les gravats en signe de remerciement à cette Italie qui les a accueillis.

Lucien Mpama

MUSIQUE

Groupe Ndima à l'heure du bilan de la tournée européenne 2016

Du 28 juin au 16 juillet, le programme du groupe Ndima, sillonnant de France en Allemagne, s'est déroulé de façon satisfaisante.

Un mois après l'accueil chaleureux reçu lors de différents spectacles en Europe, les artistes Emilie Koule, Hélène Mameke, Michel Kossi, Assaho

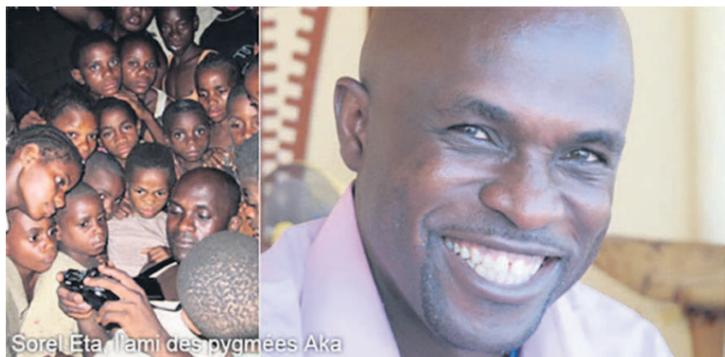
quer que cette démarche s'inscrit dans la volonté de la jeune génération des « Peuples Aka » de sauvegarder et de promouvoir le patrimoine musical qui rythme toutes les étapes et activités de leur vie sociale et spirituelle. Loïcia Martial de RFI a souvent suivi toutes les prestations du groupe.

A propos du déroulement de la

dès notre retour au Congo, les préparatifs de la tournée 2017. C'est l'occasion d'exprimer notre reconnaissance à toutes les personnes qui ont œuvré pour la réussite de la tournée 2016. Nous adressons nos remerciements au public et spécialement au professeur Simha Arom, ethnomusicologue, directeur de recherche émérite au CNRS France et à Christiane Falgayrettes-Leveau, présidente de la Fondation Dapper, pour leur disponibilité. »

La tournée avait comme support le CD « les voix de la forêt ». « Pour 2017, nous sortirons probablement un nouvel album », confie Sorel Eta à la recherche de sponsors et partenaires. Il promet de mettre au point un groupe bien rodé en vue des futurs spectacles qu'il pense présenter durant la tournée européenne. « Nous donnons rendez-vous au public européen l'année prochaine. Au programme, nous lui proposerons des musiques purement inspirées de la forêt, sublimées par des voix d'une beauté enchanteresse, avec des chants polyphoniques mixés dans l'art instrumental pygmée, comme celui du mbela, l'arc musical ayant l'étonnante singularité de servir également pour la chasse. » promet Sorel Eta.

Marie Alfred Ngoma



Sorel Eta

Sissi, Gaby Mongonga sont repartis dans la brousse profonde. Quant à Sorel Eta, le manager du groupe, c'est le temps de répondre aux messages incessants des sympathisants sur les réseaux sociaux et de confier ses souvenirs encore intacts aux mélomanes du Congo.

« L'objectif de la récente tournée était de rapprocher les peuples de la forêt dans leur diversité auprès des autres cultures », explique Sorel Eta, initiateur du projet. Et d'expli-

turnée : « mission accomplie » confie Sorel Eta. « C'est un bilan positif », insiste-t-il. Du Festival du film ethnographique du Loudunais en France, des concerts au Centre le Mandapa et au Musée Dapper à Paris, jusqu'au Festival de Rudolstadt en Allemagne, force est de constater que les salles étaient comblées à chaque fois. « Le groupe Ndima a réussi à nouer plusieurs contacts », précise-t-il.

« Ce sont ces différents contacts qui nous permettent d'activer,

NÉCROLOGIE

Mayounga André Bienvenu, Siangany Franck, Siangany Alice et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père Siangany Luc agent de Douanes à la retraite, survenu le dimanche 21 août 2016, au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis 116, rue Djoué Mougali (en diagonale du PSP du marché 10 francs). La mise en terre du défunt aura lieu ce mardi 30 août 2016.



Contrairement au communiqué diffusé sur les médias, la veillée de Monsieur Itoua Bernard, ancien des Forces Armées Congolaises, Infirmier retraité du Centre Médico Social de l'ONPT, décès survenu le mercredi 24 août 2016 à Pointe-Noire est organisé au N° 26 de la rue Mbouï à Moukondo Mazala en face du portail du camp COMUS côté Cité des 17. La date du transfert du corps et celle de l'inhumation seront communiquées ultérieurement.

Fait à Brazzaville, le 29 août 2016

Le Chef de Famille
Oscar Lekamby



Wilfried Olo, agent des Dépêches de Brazzaville, Siméon



Odia Ngoteni, Muller Patrick Ognanguet, Iglesias Ondele, Ravel Rud Odicas Okoueke ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère et fils Blanchard Olivier Ngoteni, survenu le 25 août 2016 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au n° 1178, rue Owando à Ouenzé (croisement avenue des Chars). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

WWW.EDURUSSIA.RU

Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire

Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tel: +242 055005560; 044806918

à Brazzaville

Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches



Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble
les Manguiers (Mpila), Brazzaville

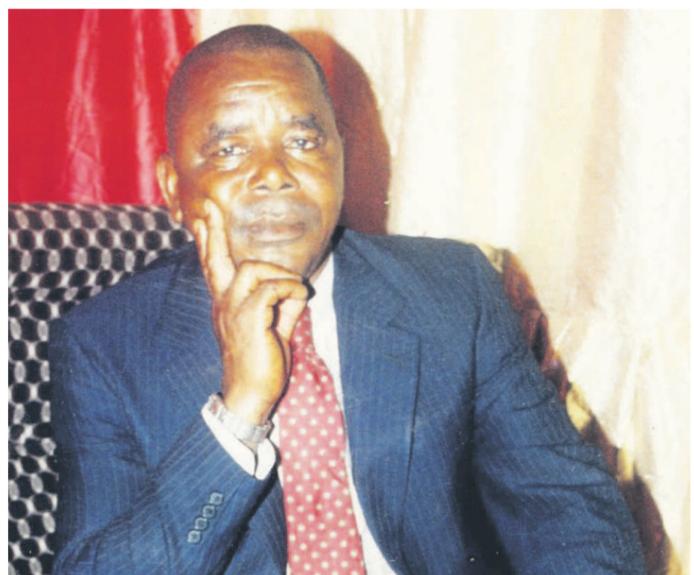


NÉCROLOGIE



La famille Mouanga et les enfants ont le profond regret d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès de leur frère, oncle et père le colonel à la retraite Lazare Mouanga, survenu le dimanche 21 août 2016 à Angers en France.

La veillée mortuaire se tient au 1624 avenue des 3 martyrs Batignolles (arrêt Papa gaz)
Le programme d'arrivée de la dépouille fera l'objet d'un communiqué ultérieur.



L'adjudant Yvon Poko Mekoyo informe familles, amis et connaissances le décès de son père Antoine Poko, survenu le 22 août 2016 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 17, rue Manga à Talangai (arrêt Libanga ya talo).
Le programme des obsèques vous sera communiqué prochainement.

EXPOSITION

La Semaine culturelle et touristique du Venezuela au Congo se ferme sur des notes positives

La troisième édition de la Semaine culturelle et touristique du Venezuela au Congo a fermé ses portes, le 26 août dernier au mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, sous les auspices de Mireille Opa Elion, directrice du cabinet du ministre de la Culture et des arts.

Cinq jours durant (du 22 au 26 août 2016), la troisième édition de la Semaine culturelle et touristique du Venezuela au Congo, a été une véritable occasion de découverte, de partage, d'échange culturel et d'enrichissement mutuel. Cette manifestation a permis à la diplomatie culturelle de s'exprimer, a annoncé Mireille Opa Elion dans son discours de clôture, avant de réitérer la disponibilité du ministère d'accompagner ce genre d'initiatives porteuses de valeur de cohésion entre les peuples et les nations pour ainsi mettre en œuvre la diplomatie culturelle, l'une des bases de la politique culturelle congolaise.

Bien auparavant, l'ambassadeur de la République bolivarienne de Venezuela, Norma Borges, a reconnu que « cette merveilleuse rencontre nous a permis de nous connaître davantage et savoir en même temps que, malgré la distance et toutes les barrières qui existent, nous sommes unis par des liens inévitables d'affinités culturelles d'amour, de fraternité. Elle nous a permis également de prouver que, bien que ne parlant pas la même langue, le Congo, le Cameroun, le Rwanda, Cuba et le Venezuela, il y a entre nous de nombreuses similitudes dans nos cultures, car nous reconnaissons l'apport de différents pays d'Afrique à nos nations ». Norma Borges a aussi débattu le programme d'activités de cette Semaine culturelle et touristique. « Cette semaine, nous

avons eu un programme très varié d'activités dynamiques, outre les visites guidées des stands touristiques et culturels de chaque pays, il y avait aussi des projections des documentaires, des expositions et des conférences, qui ont enrichi la connaissance de nos pays, ce qui démontre que les frontières sont dans les formalités de chaque pays. Mais grâce au tourisme et à la culture on peut faire voir le monde à travers ces espaces qui nous donnent l'occasion de se rapprocher en tant que nations sœurs et amies, une porte pour découvrir la beauté que serait une visite en Répu-

le finir, il faut de la persévérance, a ajouté l'ambassadeur du Venezuela, précisant que cette troisième édition démontre la cohérence et la performance de tous pour réaliser l'unité et la fraternité entre les pays respectifs. Elle a enfin loué le travail extraordinaire des ministères congolais du Tourisme et loisir, de la Culture et arts, à travers leurs exposants et groupes culturels qui ont eu l'amabilité d'agrémenter cette cérémonie, ainsi que les ambassades de la République de Cuba, du Cameroun et du Rwanda. Elle a félicité également le bataillon sportif Congo-Venezuela à tra-



visite des stands lors de la clôture par les ambassadeurs du Venezuela, Etats-Unis et Union européenne

blique du Congo, qui a permis aux uns de connaître et d'apprécier l'immense richesse que compte ce beau pays ». Elle a également ajouté qu'il serait merveilleux de marcher le long des plages de Varadero et de connaître la ville de la Havane à Cuba. De même que l'immense plaisir est de connaître les sites historiques qu'offre Yaoundé, capitale de la République du Cameroun et le fascinant voyage à Kigali en visitant le parc des volcans dans le nord-ouest de la République du Rwanda. Pour entreprendre un grand projet, il faut du courage et pour

vers notamment la mobilisation de sa machine pour le transport des jeunes qui ont pris part à cet événement qui a attiré plus de 500 visiteurs. Soulignons que la troisième Semaine culturelle et touristique du Venezuela a connu la participation conjointe du Congo ainsi que des missions diplomatiques de Cuba, du Cameroun et du Rwanda. Ces missions diplomatiques ont dignement hissé haut les drapeaux de leurs pays respectifs, avec une superbe démonstration de leurs potentiels touristiques et culturels.

Bruno Okokana

FAIRE-PART

Pour son premier anniversaire le couple Gampo remercie le Haut commandement pour leur participation sincère.



VISION
La Télévision Africaine
Disponible sur

eutelsat CANAL+ TV+ TNT

Divertissement - Documentaire - Sport - Culture
Infos - Reportage

NOS EMISSIONS
DIMANCHE DES LIONS - TOUR D'HORIZON - ARRÊT MAJEUR
PANAFRITUDE - PLANETE SPORT - PASSERELLE - MEETING POINT
DECRYPTAGE - CLUB D'ELITES - DEBAT CHRETIEN - LA MATINALE
LET'S TALK - PLAY Etc...

Contacts: +242 05 631 38 49

DIALOGUE

Le go est fixé pour le 1^{er} septembre

Cette date a été fixée à l'issue de quatre journées des travaux auxquels avaient pris part, autour du groupe international de soutien au facilitateur, les délégués de l'opposition, de la majorité et de la société civile.

Les choses se précisent concernant l'ouverture du dialogue politique. Après quatre jours d'intenses travaux, le comité préparatoire a finalement fixé la date du démarrage des travaux pour le 1er septembre. Les assises dureront, en tout et pour tout, quatorze jours, soit deux semaines, à en croire la feuille de route produite à l'issue de la réunion préparatoire. Cependant, ce délai peut être prolongé par le facilitateur, précise le rapport. Et d'ajouter, par ailleurs, que « l'endroit où se tiendra le dialogue sera inviolable et son accès interdit au public ». Tout compte fait. Le dialogue pourra démarrer sans le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, plate-forme de l'opposition pilotée par Étienne Tshisekedi.

Ce regroupement politique estime que ses préalables n'ont pas été totalement satisfaits citant, entre autres, la libération des prisonniers politiques et l'abandon des poursuites judiciaires engagées contre l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi. Bien que le gouvernement ait émis quelques signaux positifs dans le sens de décrier le climat politique avec, à la clé, la libération d'une vingtaine des prisonniers politiques et d'opinion, le Rassemblement juge ces mesures d'insignifiantes.

Figé sur sa position de ne pas participer au dialogue, celui-ci va donc se tenir sans le Rassemblement, car l'on ne voit pas comment dans quarante-huit heures avant le démarrage des travaux, la situation pourrait se décanter dans le sens de satisfaire totalement aux exigences de Tshisekedi et ses amis. Edem Kodjo a décidé, à ses risques et périls, de foncer en laissant sur les

carreaux cette frange importante de l'opposition pour ne miser que sur du menu fretin, susurre-t-on. Toutefois, la présence de l'UNC, de l'opposition Républicaine de Léon Kengo Wa Dondo, de l'opposition citoyenne et d'autres regroupements politiques de l'opposition apportent une relative caution de crédibilité à un dialogue qui, de l'avis de maints observateurs, risque de ressembler à une messe noire de la majorité et de ses affidés. « *Au-delà, il y a lieu de s'interroger sur le poids politique réel des partis de l'opposition pro dialogue dont les leaders roulent en réalité pour le pouvoir de qui ils ont reçu mission de noyauter la vraie opposition* », martèle un analyste politique.

Entre-temps, la société civile dont les délégués ont été choisis délibérément par la facilitation sur la base d'une liste controversée a été le dindon de la farce. Elle dénonce sa sous-représentation estimant qu'on a fait la part top belle à la majorité et à l'opposition. Une chose est vraie, c'est que le dialogue est parti sur des bases de non-inclusivité avec le risque de déboucher sur des résolutions qui n'engageront que leurs propres auteurs, fait-on remarquer du côté de la Dynamique de l'opposition. Le dialogue, selon cette plate-forme, ne « permettra pas à la RDC d'obtenir le respect de sa Constitution » et, par conséquent, elle demande au peuple congolais de rester vigilant et d'attendre les directives qui lui seront bientôt communiquées en vue des actions pacifiques de rue.

Nonobstant le boycott du dialogue par le Rassemblement, Edem Kodjo continue à croire qu'Étienne Tshisekedi et ses amis reviendront à la raison pour rejoindre la maison commune du dialogue. « Mes paumes sont toujours ouvertes et nos bras toujours tendus pour accueillir fraternellement tous ceux qui viendront », avait-il déclaré le 27 août à la clôture des travaux du comité préparatoire. Dossier à suivre.

Alain Diasso

Le schéma d'une transition se précise

Pour maints analystes, ce forum national ne viserait, en somme, qu'à légitimer le glissement du mandat présidentiel par des voies consensuelles.

Plusieurs sujets seront débattus pendant le dialogue politique qui débute ses travaux, en principe, le 1er septembre. Onze matières feront l'objet des discussions entre les participants qui vont analyser le processus électoral sous toutes ses coutures en ne laissant rien échapper (sécurisation du processus électoral, budget et financement des élections, code de bonne conduite lors des élections, etc.). Cependant, il est une matière reprise sur la feuille de route qui fait déjà jaser dans l'opinion. C'est celle relative à l'Accord politique et aux mécanismes de sa mise en œuvre et de son suivi. Là-dessus, des spéculations vont bon train laissant ouverte la perspective d'une transition à négocier. Cependant, l'on ne sait pas dire exactement de quoi va retourner l'hypothèse d'une nouvelle transition avec ou sans Kabila. Entendu que l'actuel chef de l'État est déjà couvert par l'arrêt de la Cour constitutionnelle l'ayant autorisé à rester à son poste jusqu'à la tenue des élections, le consensus politique qui sera issu du dialogue aura l'avantage de le reconforter dans cette posture, pensent les analystes. Et d'expliquer que le dialogue vise à légitimer le fameux glissement faisant fi des menaces de l'opposition de contraindre Joseph Kabila à quitter le pouvoir en vue d'installer une transition pacifique chargée d'organiser les prochaines élections. En tout état de cause, l'idée d'une transition vaut la chandelle pour résoudre l'équation du vide juridique qui risquerait de s'installer au pays en cas de non-tenue des élections dans les délais constitutionnels, fait-on remarquer. Cette nouvelle donne politique donnera lieu forcément à la Constitution d'un nouveau gouvernement d'union nationale suffisamment représentatif. Mais la grande inconnue demeure, selon les observateurs, le positionnement de l'actuel chef de l'État dans cette nouvelle donne politique surtout qu'il ne s'est jamais exprimé sur son avenir politique après le 19 décembre 2016. Dans le cas de figure d'une transition synonyme d'un tabula rasa, un troisième mandat de Joseph Kabila serait garanti, argue-t-on dans certains milieux, avec à la clé la perspective longtemps caressée de modifier la Constitution via un référendum.

En outre, l'entrée en lice dimanche de Léon Kengo wa Dondo, réfractaire au dialogue, ne ferait plus de doute sur la perspective d'une transition qui se met en place étant donné qu'il aura certainement un rôle à jouer en tant que deuxième personnalité de l'État. Toutefois, une question se pose : le fameux accord politique qui sanctionnera le dialogue va-t-il prévaloir sur la Constitution ?

Alain Diasso

QUATRIÈME ÉDITION DU FORUM SOCIAL

Parler avenir et développement de la RDC

Les travaux ouverts le 28 août pour se clôturer ce 30 août permettront la construction des alternatives et proposition des pistes de solution en vue d'un positionnement efficace des organisations et mouvements de la société civile face aux défis de la démocratie et de la promotion sociale en RDC.

La quatrième édition du forum social congolais (FSC) a été ouverte, le 28 août, dans l'enceinte de l'École primaire I et II Lisala à Kasa-Vubu. Cette activité vise à favoriser la convergence des forces sociales congolaises en vue d'un positionnement efficace des organisations et mouvements de la société civile face aux défis de la démocratie et de la promotion sociale en RDC.

Expliquant les motivations de cette organisation, le secrétaire permanent du FSC, Masudi Wakilongo, a indiqué qu'au cours de cette activité, les participants parlent développement et avenir de la RDC. À l'en croire, ces travaux vont aboutir à des propositions concrètes en vue de la gestion du pays dans les domaines

économique, politique, social, etc. Ce partage d'expériences permettra donc une analyse cohérente des enjeux conjoncturels et un inventaire des défis de la sauvegarde de la démocratie, l'amélioration des conditions sociales, économiques et politiques ainsi que des pistes d'actions définies par les participants. Les organisations de la société civile participants au forum s'attendent également à développer des cadres de convergences pour une lutte efficace en faveur des changements structurels dans les divers domaines thématiques de la société civile. Ce sera également l'occasion pour ces organisations d'alerter, comme l'a souligné le directeur général du Centre national d'appui au développement et à la participation populaire (Cenadep), Dany Singoma, sur le danger de négliger le social au profit du politique et de l'économie. « Le forum social est né pour permettre aux structures de la société civile de donner leur avis sur la marche de la société », a-t-il dit, en expliquant la genèse de ce mouvement. Nous pouvons aller aux élections, a dit Dany Singoma,



L'assistance suivant le directeur du Cenadep

mais si nous négligeons le social, nous n'avancerons pas. C'est dans cette optique qu'il a expliqué qu'il ne faut pas seulement dénoncer mais proposer aussi des pistes de solution. « Quel message pouvons-nous envoyer à nos politiciens pour l'amélioration du social ou arrêter les massacres à Beni ? », s'est-il interrogé.

Plusieurs thèmes à développer
Pendant les trois jours, les organisateurs ont prévu le développement de plusieurs thèmes centrés sur la démocratie, la

décentralisation et élections; les ressources naturelles et qualité de vie, les défis de protection sociale, les mouvements paysans et souveraineté alimentaire; l'avenir de la société civile, les objectifs de développement durable; les droits des femmes et des jeunes, le monde de travail. Les exposés faits par des experts et les échanges et travaux en ateliers thématiques qui s'en suivent permettront la construction des alternatives et proposition des pistes de solution. Pour atteindre ces objectifs, plusieurs

organisations de la société civile dont les ONG, les associations de base, les syndicats, les étudiants, les mouvements des jeunes, les mouvements des femmes, les organisations des producteurs agricoles, artisanaux, les Églises, etc., ont marqué de leur présence ces travaux qui vont se clôturer le 30 août. C'est, par exemple, pour solliciter l'arrêt des massacres de Nande à Beni que le Kyaghanda de Kinshasa s'est fortement mobilisé lors de ces assises en arborant des supports portant ce message.

Lucien Dianzenza

KINSHASA

Des résultats positifs de la campagne de vaccination contre la fièvre jaune

La ville de Kinshasa à travers ses trente-deux zones de santé a organisé du 17 au 26 août la campagne préventive de vaccination contre la fièvre jaune. Excepté les trois zones de santé qui avaient déjà vacciné au mois de mai, notamment Nd'jili et Masina II et en juillet 2016, Kisenso.

Au terme de cette campagne de vaccination à Kinshasa, les résultats sont satisfaisants. « Le bilan de la campagne préventive de vaccination à Kinshasa contre la fièvre jaune a été jugé positif », a déclaré le médecin directeur du Programme élargi de vaccination (PEV), le Dr Guylain Kaya, qui a fait savoir qu'environ sept millions cinq cent soixante mille personnes étaient attendues à cette campagne dans la ville de Kinshasa, alors que plus de sept millions de personnes ont reçu les vaccins pendant dix jours dans les sites destinés. Et le Dr Guylain Kaya d'ajouter : « La journée du samedi 27 août était organisée pour atteindre toutes les personnes qui n'ont pas pu se faire vacciner ». Bien que la population de Kinshasa soit vaccinée contre la



La vaccination protège contre la fièvre jaune

fièvre jaune, le directeur du PEV l'a invitée au respect des règles d'hygiène dont l'assainissement du milieu et l'usage des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'actions en vue d'éviter la fièvre la jaune.

La campagne préventive de vaccination contre la fièvre jaune à Kinshasa a ciblé les personnes âgées de neuf mois aux plus

vieux. Même les femmes enceintes ont été vaccinées. Pour le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, ces femmes devraient être vaccinées parce que nous sommes en situation d'épidémie. Il faut renforcer l'immunité collective. La campagne de vaccination contre la fièvre jaune à Kinshasa s'est déroulée au même moment dans

les quinze zones frontalières de l'Angola dans les provinces de Lualaba, Kwango, Kongo central, Kasai. Selon l'OMS, la fièvre jaune est une maladie hémorragique virale aiguë transmise par des moustiques infectés. Le terme «jaune» fait référence à la jaunisse présentée par certains patients. Les symptômes sont les suivants: fièvre, céphalées, ic-

tère, myalgies, nausées, vomissements et fatigue. Dans une petite proportion des cas, les patients contractant la maladie développent des symptômes sévères et environ la moitié d'entre eux meurent dans les 7 à 10 jours.

Depuis le lancement de l'Initiative Fièvre jaune en 2006, des progrès importants ont été accomplis dans la lutte contre la maladie en Afrique de l'Ouest et plus de 105 millions de personnes ont été vaccinées dans le cadre de campagnes de masse. La prévention de la fièvre jaune est possible grâce à un vaccin extrêmement efficace, sûr et peu coûteux. Une seule dose de celui-ci confère une immunité durable et protège à vie contre la maladie, sans qu'il y ait besoin d'une dose de rappel. Le vaccin confère une immunité efficace dans les 30 jours pour 99% des sujets vaccinés. Un bon traitement symptomatique en milieu hospitalier améliore les taux de survie. Il n'existe pour l'instant aucun médicament antiviral spécifique contre la fièvre jaune.

Aline Nzuzi

NORD-KIVU

Deux milices décident de déposer leurs armes

Très actifs dans le territoire de Masisi, l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) et le Mai-Mai Nyatura ont convenu d'œuvrer ensemble pour la paix en mettant fin aux hostilités.

Cela n'arrive pas tous les jours. Deux groupes armés sévissant dans la province du Nord-Kivu, précisément dans le territoire de Masisi, viennent de faire amende honorable en renonçant aux activités armées qu'ils entreprenaient dans cette partie du territoire national. Il s'agit de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) et de Mai-Mai Nyatura. Depuis le 26 août, ils ont conclu un accord de paix sous les auspices des députés du Nord-Kivu qui se sont investis pour donner corps à ce projet de paix. Leur médiation a donc payé et c'est à Munganga dans le Masisi que les représentants de deux milices réputées antagonistes ont fumé le calumet de la paix en signant un acte d'engagement pour la paix.

Dans cet accord, les signataires sont convenus d'œuvrer ensemble pour la paix, de mettre fin aux hostilités et de supprimer toutes les barrières pour permettre la libre circulation des personnes. En outre, tous les postes de police établis dans les zones sous occupation de ces deux milices seront ouverts à la faveur dudit accord. Les deux milices ont, par ailleurs, décidé de déposer leurs armes aux responsables des Fardc, à condition d'obtenir des garanties fermes pour leur sécurité, notamment l'amnistie. Cet accord de paix est salué par tous les responsables politiques et militaires de la région qui y voient une avancée dans la recherche d'une paix durable dans la province du Nord-Kivu où sévissent plusieurs groupes armés.

Alain Diasso

SUPER COUPE DU CONGO 2016

Mazembe soumet FC Renaissance du Congo à Kindu

Sans surprise, le TP Mazembe de Lubumbashi a remporté la Super Coupe du Congo de football, le 28 août, au stade Joseph-Kabila de Kindu dans la province du Maniema, la jeune formation du FC Renaissance du Congo.

Avant le coup d'envoi, le match a suscité beaucoup de passions dans le camp des supporters du club dirigé par l'évêque Pascal Mukuna de l'Assemblée chrétienne de Kinshasa (ACK) ; ceux-ci qui ne jureraient que par une victoire de leur équipe chérie face à cet ogre du football national et continental, question de marquer leur arrivée dans l'élite du football national après deux saisons passées à l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epfin). Mais seulement en face, il y avait le Tout-puissant Mazembe, vainqueur de la Ligue des champions d'Afrique 2015 et actuel demi-finaliste de la Coupe de la Confédération. Les Corbeaux de l'ex-Katanga sont donc venus à Kindu comme pour remplir une formalité, disputer cette rencontre qui oppose depuis des années le vainqueur de la Coupe du Congo de football, le FC Renaissance pour le cas d'espèce, et le gagnant du championnat national de football. Le stade de Kindu est archicomble pour cet événement. Les supporters sont venus par milliers, bravant la forte chaleur qui plombe l'atmosphère de la ville.

L'entraîneur français de Mazembe Hubert Velud place Robert Kidiaba dans les perches, et une défense à plat composée de Djo Issama Mpeko sur le flanc droit et le capitaine de la circonstance, Jean Kasusula, à gauche, Joël Kimwaki et le Malien Salif Coulibaly formant la charnière centrale. Le Zambien Nathan Sinkala, Merveille Bope Bokadi et Rainford Kalaba (remplacé par l'Ivoirien Christian Koffi Kouamé à la 71e minute) sont au milieu de terrain. L'Ivoirien Roger-Claver Assalé (remplacé à la 77e minute par le Ghanéen Salomon Asante), Jonathan Bolingi Mpan-

gi et le Malien Adama Traoré (remplacé par le Zambien Given Singuluma à la 87e minute) constituent le trio d'attaque de Mazembe au coup d'envoi. Aimé Bakula, Christian Luyindama, les Zambien Kabaso, Given Singuluma et Sakuwaha, le

bien Rainford Kalaba. Mais à la 20e minute, l'attaquant Robert Wilangi réduit l'écart, un but validé par l'arbitre central alors que le juge de touche indique une position litigieuse. Les deux équipes vont en pause sur l'avantage des Corbeaux qui



Jean Kasusula brandit le trophée de la supercoupe du Congo de football à Kindu (photo www.tpmazembe.com)

Ghanéen Asante et l'Ivoirien Kouame débutent sur le banc des remplaçants.

Le onze de départ de l'entraîneur Éric Tshibusu et son adjoint Dauda Lupembe du FC Renaissance se compose de Guy Serge dans les perches, et dans le champ de Banide Tshombe, Djuma Shabani, Thierry Kasereka, Mao Kabiona, Kali Ndula, Christian Ngimbi Mampuya, Asumani Rashidi, Manga Dianzenza, alias Sissoko, Matumuna Zola Roum, Robert Wilangi. Sur le banc des remplaçants, on retrouve le gardien de but Héritier Nke, Nzungu, Mukoko, Ducapele Moloko, Nicolas Kazadi, Kalombo Diba et Kasongo Lukombo. Dominateur, Mazembe ouvre le score à la 14e minute par le biais du Malien Adama Traoré d'une reprise de volée sur un débordement et centre d'Issama Mpeko. Ce but semble griser les joueurs de Renaissance qui encaisse un deuxième but à la 16e minute, par le même Adama Traoré sur une passe décisive du maestro zam-

auraient pu corser le score au regard des offensives menées dans le camp du club orange de Kinshasa. Au retour des vestiaires, Mazembe maintient sa domination et à la 62e minute, c'est encore Adama Traoré qui trompe le gardien de but Guy Serge qui s'était repris par deux fois devant Bolingi et Kalaba.

Logiquement, le TP Mazembe remporte donc une partie totalement à sa portée, alors que le FC Renaissance du Congo fait une première expérience assez amère de l'élite du football congolais, en encaissant, pour la première fois depuis sa création en 2014, trois buts dans un match. Son prochain match de top niveau national, c'est le samedi 10 septembre 2016 à Kinshasa contre le Daring Club Motema Pembe dans un duel fratricide en première journée du championnat national de football -Division 1-.

Martin Engimo

HANDBALL MASCULIN

Caiman vise le premier titre au championnat national

Le premier vice-président de l'équipe de Caïman, Brège Dimi Mignon, a exprimé au cours d'un entretien avec les Dépêches de Brazzaville son vœu de voir son équipe se hisser, cette année, au premier podium du championnat national. Pour atteindre cet objectif, son équipe a été mise au vert à Oyo, dans le département de la cuvette, question de bien affûter ses armes.

Le championnat national de handball aura lieu du 3 au 11 septembre à Brazzaville. Pour mieux démarrer cette compétition, toutes les équipes sont présentement en préparation. C'est le cas de l'équipe de Caï-

man qui actuellement se trouve à Oyo dans le département de la Cuvette pour sa mise au vert. Il faut dire que trois ans après sa création, l'équipe de Caïman est en train de progresser positivement. La première année, elle a été 3e au championnat national; la deuxième année, vice championne et pour cette troisième année, ses dirigeants n'ont qu'un seul objectif en tête, notamment voir leur équipe se hisser au premier podium du championnat national.

Lors d'un entretien avec les Dépêches de Brazzaville, Brège Dimi Mignon, premier vice-président de l'équipe Caïman, a exprimé cette envie de voir son équipe gagner le titre de cham-

pionnat national mais également de le conserver pendant dix belles années. « C'est vrai que nous avons connu quelques difficultés au début de la saison mais, à présent, tout va bien, car tout le monde a repris ses responsabilités en main et les garçons sont tous déterminés à remporter le titre. Cette année, notre objectif est d'être champions et, surtout de, conserver ce titre pendant 10 ans. Nous croyons à nos joueurs, aucune équipe ne va nous inquiéter », a-t-il dit avant de demander à leur public de garder espoir.

Pour conclure, Brège Dimi Mignon a dit vouloir garder le même effectif sans toutefois fermer les portes à ceux qui vou-

draient bien intégrés le groupe. « Les joueurs qui veulent intégrer le groupe les portes leur sont ouvertes. À une seule condition : se conformer au rythme du groupe, car nous travaillons avec les moyens de bord et cela sans sponsor, même si nous recevons parfois de l'aide de la part de notre bienfaiteur, Lipiti », a-t-il dit.

Pour sa part, le capitaine de Caïman, Frainam Bouye-Mbou, arrière polyvalent de cette équipe avec 1,82m pour 79 kg, s'est dit confiant et a promis aux supporters de remporter ce championnat pour tous leurs bienfaits. « Nous sommes très contents de notre mise au vert à Oyo pour mieux affûter nos armes. ce qui

va nous permettre d'affronter dans quelques jours nos adversaires lors de la 47e édition du championnat national. Il était donc nécessaire pour nous, de nous écarter de la ville afin de nous concentrer dans ce gymnase d'Oyo », a-t-il dit avant de remercier, au nom de tout le groupe, leurs dirigeants pour leur avoir garanti les bonnes conditions de préparation. Rappelons que lors de ce championnat, la ligue de Brazzaville sera représentée, en version masculine, par quatre clubs, à savoir Interclub champion en titre, Caïman vice-champion, Petro 3e et Étoile du Congo 4e.

Hugues Prosper Mabonzo

RDC

Dispersion à coups de gaz lacrymogènes d'un meeting d'opposants à Lubumbashi

La police a dispersé lundi à coups de gaz lacrymogènes des participants à une réunion publique organisée à Lubumbashi par l'opposition contre la convocation à partir du 1er septembre du dialogue national destiné à préparer des élections en République démocratique du Congo (RDC), a constaté un journaliste de l'AFP.

La police a tiré des gaz lacrymogène sur des centaines de jeunes qui s'étaient rassemblés devant le siège dans la deuxième ville de la RDC du parti Envol, membre du Rassemblement, une coalition de forces d'opposition autour de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, selon le correspondant de l'AFP à Lubumbashi.

Les manifestants ont réagi en jetant des pierres sur les policiers et ont barricadé les artères d'un arrondissement contestataire de la Kenya. Le maire de Lubumbashi avait d'abord autorisé la manifestation sous condition qu'elle se tienne loin du centre des affaires mais, « ce matin, il nous a imposé de tenir le meeting dans un endroit clôturé », a déclaré à l'AFP le député Christian Mwando porte-parole du Rassemblement dans l'ex-Katanga.

« Avec plus de mille personnes, la parcelle ne pouvait contenir tout le monde » et « la police a chargé », s'est-il plaint. Auparavant, des véhicules de police avaient sillonné les rues de l'arrondissement invitant la population « à ne pas se rendre à une manifestation interdite par les autorités ». Convoqué fin novembre 2015 par le président Joseph Kabila, le dialogue est censé conduire à la tenue d'élections apaisées.

Le Rassemblement a réitéré « son refus » de participer aux travaux, « faute d'éléments nouveaux », selon le député Christophe Lutundula, l'un des responsables de cette coalition à l'issue d'une audience lundi auprès des évêques catholiques de la RDC. Mardi dernier, une partie de l'opposition avait pris part au lancement des travaux préparatoires du dialogue.

Le climat politique est tendu en RDC à mesure qu'approche la fin du mandat du président Kabila, le 20 décembre. M. Kabila est au pouvoir depuis 2001 et la Constitution lui interdit de se représenter. Mais l'opposition soupçonne le chef de l'État de manoeuvrer pour s'accrocher à son poste, quitte à reporter la présidentielle censée avoir lieu avant la fin de l'année. La tenue du scrutin dans les temps est aujourd'hui hautement improbable.

AFP

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

**LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE**

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

CINÉMA

Le film Ironie Fatale projeté en avant première en septembre

La projection en avant première du film Ironie Fatale de Michael Gandoh a lieu, le 17 septembre, au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard à Mpitita dans le 1er arrondissement de Pointe-Noire, Lumumba.

Produit par Bilili ya Africa Films Corporation, le film Ironie Fatale est un univers de questionnement sur la vie sociale truffée des scènes à la fois troublantes qu'indicibles. Le réalisateur présente les comportements humains où l'immoralité et la haine semblent prendre le dessus sur l'humanisme et la compassion. Michael Gandoh présente ainsi ces égarements humains sur le prisme d'un centre hospitalier qui, par nature, devait plutôt briller par le réconfort et l'humanisme.

Les acteurs Michael Thamsy, Lux Bayonne, Amanda Baye, Lionel Mabilia, Préférée Banzouzi, Ange Eguenin

Nkengue, Georges Mboussi font partie du casting qui a été à la hauteur des attentes suscitées par ce film. « Nous n'avons ménagé aucun effort pour la réalisation de ce film. Alors soyez à l'honneur en découvrant pour la toute première fois ce film dont le casting révèle la dimension et la profondeur d'un résultat surprenant », a dit Michael Gandoh, le réalisateur.

Le film Ironie fatale vient à nouveau confirmer la vitalité du cinéma congolais en général et Ponténégrin en particulier qui ne cesse de s'étoffer par une filmographie de qualité en dépit des moyens de production modestes voire dérisoires. Au pays comme à l'étranger, le 7^e art congolais ne cesse de récolter des lauriers. Un satisfecit qui mériterait plus d'égard des pouvoirs publics, des mécènes ou autres producteurs des œuvres de l'esprit de qualité.

Hervé Brice Mampouya



L'affiche du film Ironie Fatale crédit photo>>>

ARTISANAT

Cinquante apprentis reçoivent des kits et des attestations de fin formation

Le Groupement interprofessionnel des artisans du Congo (GIAC) a remis, le 27 août, au CEFA des métiers de services de Pointe-Noire des kits de fin d'apprentissage en milieu artisanal aux apprentis artisans ayant suivi une formation de dix-huit mois auprès des maîtres artisans. La cérémonie a eu lieu en présence de Gaspard Openda, directeur de CEFA des métiers de services, et de plusieurs autres responsables du GIAC.

La formation s'inscrit dans le cadre du projet d'Appui à la formation et à l'insertion professionnelle en milieu artisanal. Un projet qui a bénéficié du soutien financier de l'ambassade de France au Congo afin d'offrir au secteur de l'artisanat un cadre propice pouvant permettre aux apprentis artisans évoluant dans ce secteur de bénéficier d'une formation adaptée liant à la fois la formation technique et la gestion d'entreprises.

En effet, pendant 18 mois, 47 apprentis artisans en coiffure, couture, vannerie, électricité bâtiment et en cordonnerie ont suivi une formation auprès des maîtres artisans dans les différents ateliers sous la supervision du GIAC, structure d'auto organisation des artisans qui a pour objectif principal d'œuvrer aux côtés des autres parte-



Le président du GIAC remettant un kit à une apprentie artisanne en couture crédit photo «Adiac»

naires pour développer l'artisanat congolais.

En présentant l'activité et les différentes étapes parcourues avant cette ultime activité, Serge Alain N'tsakala, président du GIAC, a dit : «Un plan de formation a été élaboré avec l'appui technique et l'assistance du CEFA des métiers de services de Pointe-Noire. Ce travail ardu a permis de définir le

plan de formation des maîtres artisans afin que ces derniers soient capables de mieux transmettre les compétences aux apprentis. Ainsi, il a été élaboré le référentiel des activités professionnelles de connaissance et de savoir. Un référentiel qui désormais guidera tout formateur dans le secteur de l'artisanat à transmettre les compétences selon l'approche par

compétence, c'est-à-dire étape par étape. À cette formation initiale a été jointe le renforcement des capacités en gestion d'entreprise donnée par les experts de l'IECD (Institut européen de coopération et de développement) qui a encadré les 15 maîtres artisans qui, à leur tour, ont transmis le savoir reçu aux apprentis artisans ». Après l'évaluation des apprentis

formés, un accompagnement vers la réinsertion professionnelle a été prévu par le GIAC qui, avec l'appui de l'ambassade de France au Congo, a offert aux apprentis artisans des kits et l'outillage appropriés spécifiques à chaque type de métiers. Machines à coudre, ruban, ciseaux, etc. pour les apprentis en couture, des appareils de mesure, un trousseau à outils pour les électriciens, des casques, des séchoirs... pour les coiffeurs, des lianes, des couteaux, des étaux en vannerie, machines à coudre, des appareils de mise en forme, des pinces... en cordonnerie.

Selon le président Serge Alain N'tsakala, président du GIAC, ce geste qui va appeler d'autres à l'avenir va permettre de régler progressivement les problèmes liés à la professionnalisation des artisans et ceux que vit l'artisan dans la pratique de son métier. Un défilé de mode a été organisé à la fin de l'activité mettant en valeur les produits et réalisations des artisans en coiffure et couture suivi de la remise des certificats de fin de formation aux apprentis artisans et des diplômes d'honneur aux maîtres artisans remerciés pour leur disponibilité affichée dans la réussite du projet.

Hervé Brice Mampouya

PUBLICATION

Souvenirs tragiques de Jessy E. Loemba sur le marché des livres

Souvenirs tragiques est un roman historique paru l'année dernière aux éditions Langlois Cécile de France. Dans ce livre, l'écrivain congolais Jessy E. Loemba évoque un épisode des événements tragiques ayant secoué l'Afrique centrale durant les années 1990, à travers l'histoire des enfants de troupe d'une caserne militaire qui décident de s'évader pour échapper à la guerre dans leur pays.

Les amoureux des belles lettres peuvent s'offrir ce livre, paru en septembre 2015 en France, dans les librairies de la place. Il a été préfacé par Franck Cana, président du Cercle des écrivains et artistes des Afriques. L'œuvre s'ouvre par des vers tirés du recueil de poèmes intitulé Derniers silences (paru aux éditions L'Harmattan en 2012) de Serge Eugène Ghoma Bobanga dans lesquels il évoque une des périodes sombres qu'a connues le Congo, notamment la guerre du 5 juin, un des événements tragiques qui ont secoué l'Afrique centrale durant les années 1990 et dont l'écrivain s'est inspiré.

Dans Souvenirs tragiques, Jessy E. Loemba étale sur 116 pages les affres de la guerre. Le livre relate l'histoire des enfants de troupe, Matchiti, le héros, Zenga-Mambou, Polélé Polélé et d'autres qui ne trouvent comme solution que de s'enfuir de la caserne militaire pour échapper à une guerre qui éclate dans la République de Bwal, leur pays qui a pour capitale Fumu-Bwal. Celle-ci est causée par le général Elombé qui a décidé de renverser par les armes le président de la République, Mayélébébé, démocratiquement élu. Matchiti s'évade en laissant derrière lui sa bien-aimée Bozock. Un fait qui va le tourmenter durant leur fuite.

Les drames se succèdent à Bwal qui est mis à feu et à sang. La fuite des enfants de troupe prend beaucoup de contours avec les passions des uns et des autres qui reviennent toujours à l'histoire événementielle. «Souvenirs tragiques est une œuvre de mémoire qui relate un épisode de la vie quelque part en Afrique. Des souvenirs pas gais, des choses qui appellent la réprobation de la conscience. Le plus important



Jessy E. Loemba présentant le roman Souvenirs tragiques / Crédit photo Adiac

dans ce livre ce n'est pas l'histoire événementielle, mais l'histoire de ces enfants qui s'arrangent à fuir pour échapper à une tragédie», a indiqué Jessy E. Loemba lors de la cérémonie de présentation et de dédicace du livre le 19 août au Centre culturel Jean-Baptiste-Tat-Loutard.

L'activité s'est déroulée en pré-

sence d'Alphonse Nkala, directeur départemental du Livre et de la Lecture publique de Pointe-Noire et de plusieurs écrivains. L'œuvre a suscité beaucoup de réactions de l'auditoire, très intéressé par l'histoire, pendant les échanges avec l'écrivain. Nombreux se sont empressés de se la procurer lors de la dédicace. Souvenirs Tragiques a été écrit avec un style simple qui a été bien apprécié car, comme l'a estimé l'écrivain Tchitchélé Tchivela, il permet une lecture facile et agréable avec

un vocabulaire simple, posé et à la portée des lecteurs. «Je suis heureux de voir que ce livre a reçu un bon accueil, je souhaite qu'il soit diffusé à l'étranger. Très souvent les gens s'intéressent plus au sujet qu'au style. Or, on n'est pas écrivain par ce que l'on dit, mais par la manière dont on dit et c'est

cela qui fait la différence entre les écrivains», a-t-il dit.

Ancien enfant de troupe de l'école militaire préparatoire Général le Clerc de Brazzaville au Congo et Capitaine de l'armée congolaise, Jessy E. Loemba est également normalien et professeur certifié de philosophie. Souvenirs tragiques, son deuxième roman après «Chronique d'un destin manqué» suivi de «Lettre à mon père» paru en 2011 aux éditions Publibook de France. «Dans ce livre, je ne m'exprime pas en expert militaire ni en élément de la police. Mais je m'exprime en qualité d'artiste. C'est pourquoi le sujet a été traité avec beaucoup de pincettes. Ôter la veste du militaire, voyez en moi l'artiste qui s'exprime. Souvenirs tragiques ce sont des faits vécus que je renvoie au lecteur pour qu'il se mire à travers ce qui s'est passé», a souligné l'écrivain. Avec cette œuvre, Jessy E. Loemba s'ajoute sur la liste des écrivains congolais comme Henri Djombo, le général Norbert Dabira et le général Makoumbou qui ont aussi écrit sur le thème de la guerre.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

Etoile du Congo brise enfin la malédiction

Grâce à Tsika Makosso et Elvia Ipamy, l'Etoile du Congo a signé sa première victoire devant les Diablies noirs depuis sept ans. Les Stelliens ont logiquement dominé les Diablotins 2-0, en match comptant pour la 31^e journée de la compétition

Les verts et jaune confirment leur deuxième place du championnat avec 61 points derrière l'AC Léopards de Dolisie. Chez les Stelliens, gagné Diablies noirs ça relève de l'historique. L'Etoile du Congo n'avait plus battu les Diablies noirs depuis la saison 2008-2009. Pour rappel, les Stelliens avaient battu les Diablotins à l'aller 2-0 grâce à un doublé de Mazaza ; puis ils avaient concédé un nul de deux buts partout, lors de la manche retour. Depuis lors, les vert et jaune n'avaient plus jamais connu ce bonheur.

Le coach de l'Etoile du Congo s'est servi de ces statistiques pour remotiver ses joueurs le dimanche 28 août, au stade Alphonse-Masamba-Débat. C'était la bonne formule pour réussir à déjouer cette malédiction qui durait depuis sept longues années. Une fois les hostilités lancées, Tsika Makosso a attendu la 25^e minute pour lancer à sa manière le match. Se trouvant au point de penalty, le buteur stélien coupait de la tête la trajectoire du centre de Bersyl Obassi pour laisser impuissant Wolfrigon Mongondza, le gardien des Diablies noirs.

Les Diablotins ont tenté de réagir mais Franchel Ibara n'a pas connu

la même réussite que lui, sur le centre de Tsiba Moukassa à la 33^e minute. Juste avant la pause, Etoile du Congo a gâché deux énormes occasions qui lui aurait permis de creuser l'écart. La tête de Tsika Makosso sur le centre de Dalvidi Ondzani échoue à quelques centimètres du poteau de Mongondza (43^e minute). Dans la minute qui suivait, Mongondza gagnait son duel face à Elvia Ipamy à la 44^e minute.

Les Diablies noirs revenaient des vestiaires avec de meilleures intentions. Ils ont commencé à presser, multipliant des corners et des coups francs qui n'ont rien donné à l'image de celui de Franchel Ibara bien capté par Lutunu Dulé à la 50^e minute. Pour dynamiser la ligne d'attaque des jaune et noir, Ombion, Bonaniaye et Mvete, trois joueurs expérimentés des Diablies noirs sont rentrés. Comme leurs coéquipiers, ils n'ont pas réussi à prendre à défaut la défense stélienne. Pendant que les Diablies broyaient du noir, l'Etoile elle, scintillait au-dessus d'eux comme en témoigne la frappe sous la barre de Elvia Ipamy à la 77^e minute sur le deuxième but de l'Etoile du



Elvia Ipamy a lui aussi été décisif dans ce match (Adiac)

Congo. La frappe de Chabo Ombion détournée en corner par Lutunu a confirmé le manque d'inspiration des joueurs des Diablies noirs. Les jaune et noir auraient pu chuter très lourdement si Mongondza ne s'était pas montré décisif sur la frappe d'un ancien diablotin, Kharl Ekaya.

Après avoir démenti les statistiques, les Stelliens ont fêté comme il se doit cette victoire: « Je sors de là très content parce que les joueurs ont respecté les consignes. Nous avons examiné les points forts et faibles des Diablies noirs. C'est ce qui nous a permis de préparer ce match qui était capital pour nous. Cela fait

belle lurette qu' Etoile du Congo n'avait plus battu Diablies noirs. Nous allons continuer à gérer le même comportement pas seulement contre Diablies noirs mais aussi pour les matches qui arrivent notamment face à la JST. Notre objectif est de figurer parmi les trois meilleurs clubs du championnat », a souligné Roger Elie Ossiété, le coach de l' Etoile du Congo .

« L'Etoile du Congo était plus en jambe et plus tactique. Conséquence: la défaite est là. C'est logique parce que nous avons fait plus de dix jours sans entraînement. Dans Diablies noirs,

le problème de la motivation laisse à désirer; si bien que les joueurs étaient délibérément en grève. Le temps de retrouver une équipe qui est en jambe a été difficile à remonter. Les dirigeants sont en train de régler les petits problèmes et nous allons faire mieux aux prochains matches » , a souligné Emile Loufouma, le coach des Diablies noirs.

Dans l'autre match de la journée, Patronage Sainte Anne a dominé l'AS Cheminots sur un score de 2-0 grâce à un doublé de Durand Makanga respectivement à la 2^e et 49^e minute.

James Golden Eloué

CHAMPIONNATS NATIONAUX DE KARATÉ

Brazzaville succède à elle-même

Les athlètes de la ville capitale ont terminé en tête du classement de la 22^{ème} édition de la compétition avec 22 médailles dont 8 en or, 7 en argent et autant en bronze. Ils ont donc conservé le titre qu'ils détiennent depuis des années.

Brazzaville a encore une fois de plus confirmé sa supériorité au karaté. Sans surprise, les compétiteurs du département ont pris le dessus sur leurs adversaires venus des autres localités du pays. En katas par équipes, notamment, Calk Funakoshi est venu à bout d'Abala-Sport. L'équipe vainqueur a, par ailleurs, réédité l'exploit en kumité par équipes devant le club Koma. En kumité individuel version masculine, Bikoka Mbako, champion en titre a conservé sa médaille d'or dans la catégorie des - 67kg alors qu'Iwandza Mbossa s'est imposé

chez les -60kg. Armand Mbani de Pointe-Noire a obtenu la médaille d'or dans la catégorie des -75kg. Jean Pierre Mabounda de la Likouala a fait autant chez les +80kg. En katas individuels, chez les hommes, Steven Moukassa a occupé la première place alors qu'en dame, Prospérine Koudédé de la ville océane a décroché l'or.

Après Brazzaville, c'est donc le département de Pointe-Noire qui est arrivé en deuxième position avec 2 médailles d'or autant en argent et une seule en bronze. Les athlètes venus du département de la Likouala

se sont contentés d'une médaille d'or, qui les a d'ailleurs placés sur la troisième marche du podium. Le président de la Fédération congolaise de karaté, Dominique Ondzé dit Me Doukaye, s'est réjoui de la qualité des prestations des athlètes ayant compété. Les combats, selon lui, étaient d'un bon niveau technique et le fair-play au rendez-vous. « Tous vous avez été à la hauteur de la tâche : compétiteurs et juges (arbitres et officiels de table). Le karaté congolais n'est plus à l'étape des balbutiements », a-t-il déclaré. Me Doukaye a également rappelé aux karatékas que les défis de taille les attendent en ces temps-ci où le karaté est désormais sport olympique. Il a souhaité que l'attention de tous soit braquée sur ce qui fait la gloire du karaté congolais, en appelant les uns et les autres à un peu plus de maturité.

Les anciens encouragent les jeunes

Lors des finales de cette 22^{ème} édition des championnats nationaux de karaté, certains vétérans sont venus soutenir les jeunes compétiteurs. Parmi eux, le président fondateur de la Fédération congolaise de karaté, Ngalessami Ibombo,



Les athlètes célèbrant leur victoire

ceinture noire 8^e dan. C'est, en effet, lui qui a fondé ladite fédération, le 1^{er} octobre 1975. Il a formé plusieurs maîtres dont l'actuel président de la fédération, a-t-il rappelé. « Nous avons fait notre devoir. Je pense que le karaté sport peut rapporter encore un peu plus de médailles à notre pays. Il faut donc travailler davantage. Les jeunes doivent, par ailleurs, savoir que cette discipline noble n'est pas un sport de bandits. Au karaté on est discipliné », a-t-il déclaré en tout étant fier des athlètes qu'il a vu sur le tatami et a encouragé les dames à s'intéresser à la discipline.

Aussi, Me Jacques Koyo alias Chairman, connu peu plus en musique aujourd'hui, n'a pas manqué à dire à cette occasion. « Nous félicitons maître Doukaye parce qu'il ne cesse de faire de son mieux pour permettre aux jeunes karatékas de travailler dans de bonnes conditions. Nous avons bâti la fondation et aujourd'hui je suis personnellement heureux de voir que ces jeunes évoluent », a indiqué Me Jacques Koyo l'un des médaillés de la première Coupe d'Afrique de karaté, Dakar 1984.

Rominique Nerplat Makaya



Les vétérans (Crédit photo Adiac)